

# Multinationales, Etats et Industrialisation en Afrique

## Journées Annuelles de la Gouvernance en Afrique 2014

Rabat, 27-30 janvier 2014

Atelier 'Repenser l'industrialisation et l'entreprise dans la stratégie de développement du continent'

Paris, 12 décembre 2013

Hervé LADO

Diplômé de Sciences Po Paris (Master en Finance et Stratégie)  
Ingénieur de Recherche, ESSEC Business School France  
Doctorant en économie à l'Université Paris1 Panthéon-Sorbonne (Ecole d'Economie de Paris)  
Thèse sur la responsabilité sociétale des multinationales pétrolières au Nigeria

### Quels sont selon vous les enjeux et défis que pose le thème ?

Les deux mots clés de ce thème sont "endogène" et "inclusif".

Endogène : avec à peine 14% d'échanges intracontinentaux sur ses échanges commerciaux globaux, l'Afrique est par trop extravertie contrairement à l'Asie qui est à 50% d'introversions et à l'Europe qui en est à plus de deux-tiers. Par conséquent, le continent est particulièrement exposé aux chocs externes venant de ses partenaires commerciaux extracontinentaux, et ne profite pas assez des complémentarités économiques inter-pays au sein du continent. Dans les régions (SADC et COMESA notamment) où l'intégration régionale avance le plus vite, on observe qu'elle est tirée par l'industrialisation, et notamment le développement des industries manufacturières susceptibles de rivaliser avec les produits importés de l'extérieur du continent. L'intégration régionale et l'industrialisation sont donc susceptibles de se nourrir mutuellement, permettant ainsi de réduire la dépendance économique du continent.

Inclusif : on le voit bien, la première puissance économique africaine, l'Afrique du Sud, a connu une expansion économique considérable depuis la fin de l'Apartheid, enregistrant des taux de croissance de l'ordre de 5% avant la crise. Mais ceci a davantage été le fait de grandes entreprises opérant dans les mines et la finance, qui ont dopé leurs revenus, mais que les institutions politico-économiques n'ont pas réussi à redistribuer équitablement, entretenant ainsi des inégalités économiques et sociales. La croissance économique s'est donc accompagnée d'un creusement des inégalités entre riches et pauvres. La tendance a été la même dans nombre de pays africains puisque la croissance moyenne de l'ordre de 5% sur la décennie 2000-2010 ne s'est pas accompagnée par une réduction substantielle de la pauvreté. La croissance est donc apparue non inclusive des plus défavorisés et non inclusive des acteurs économiques locaux, ce qui nécessite une transformation des institutions politico-économiques des pays africains afin qu'elles soient en mesure d'assurer une redistribution équitable des richesses créées.

Si la production africaine est endogène et inclusive, le continent pourra faire face à son destin avec une infrastructure économique durable.

### Quelles sont les propositions de changement que vous formulez en rapport avec ces enjeux et défis ?

Les propositions reposent sur ce que peuvent mettre en oeuvre les multinationales étrangères opérant en Afrique, et la puissance publique dans chaque pays.

Depuis les indépendances, les multinationales étrangères ont joué un rôle majeur dans l'exploitation des ressources naturelles du continent et contribuent encore aujourd'hui de manière déterminante au budget de plusieurs Etats Africains. Partout dans le monde, par leurs pouvoirs politico-économiques, elles sont susceptibles de favoriser la structuration de filières industrielles dans les pays d'implantation par les externalités positives qu'elles drainent sur les plans technique, technologique, infrastructurel, et du capital humain. Les pays africains doivent se saisir de l'ensemble de ces opportunités pour organiser le développement de filières industrielles pérennes génératrices de nouveaux métiers et d'emplois. Ceci passe par **la négociation de plans de recrutements directs, de formation professionnelle de locaux, d'africanisation des cadres des multinationales, de soutien à la recherche et à l'innovation, et de structuration d'une sous-traitance locale capable d'appriivoiser les techniques et technologies en vue de domestiquer de l'expertise et de la valeur ajoutée.**

En ce qui concerne la puissance publique, et dans le même ordre d'idées, **la participation des multinationales étrangères à la commande publique doit être conditionnée à la définition d'un tel plan de génération locale de valeur ajoutée, de technologies et de transfert de know-how sur les territoires africains.** Trop de projets ont été achevés en Afrique sans que des filières nouvelles émergent et se consolident au bénéfice des acteurs économiques locaux et des demandeurs d'emplois locaux. Le projet d'oléoduc Tchad-Cameroun réalisé au début des années 2000 a parfaitement illustré le fait que l'afflux d'investissements directs étrangers ne s'accompagne pas en soi d'un transfert de technologies, de compétences et de valeur ajoutée si ce transfert n'est pas organisé. Sans un tel engagement systématique des pouvoirs publics, le cercle vicieux de l'extraversion des économies africaines risque de se poursuivre au grand dam des millions de jeunes désœuvrés.

**Avez-vous connaissance d'expériences ou d'initiatives innovantes pouvant aboutir à des changements significatifs ?**

La mise en oeuvre dans l'industrie pétrolière amont au Nigeria, largement dominée par les multinationales étrangères (plus de 90% de la production) d'une loi qui encadre le Local Content (contenu local) a permis, d'après les autorités nigérianes, de créer 30 000 emplois locaux entre 2010 et 2012. La loi prévoit des quotas de recrutements locaux par catégories de fonctions et de sous-traitance locale par activité ou métier.

**Présentation de l'auteur de la proposition (nom, prénom, organisme, biographie, etc.)**

Hervé LADO, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (Ecole d'Economie de Paris)

Hervé LADO a travaillé de 2001 à 2008 à l'Ambassade de France à Yaoundé où il a accompagné les entreprises françaises dans leur recherche de partenaires en Afrique Centrale (huit pays), à travers des activités d'accompagnement (accueil d'investisseurs, organisation de missions de prospection, sélection de partenaires d'affaires locaux, mise en relation avec les administrations locales) et éditoriales (analyses sectorielles, notes de synthèse, guide-répertoires, bulletin mensuel d'informations).

Titulaire d'un Diplôme d'Etudes Universitaires en Sciences Sociales et d'une Maîtrise en Economie et Gestion de l'Université Catholique d'Afrique Centrale (Yaoundé), il est diplômé depuis 2010 du Master en Finance et Stratégie (option Financement de projets dans les pays émergents) de Sciences Po Paris, où il a été Président de

l'Association des étudiants Africains. Il est depuis 2011 Président de la Division Afrique au sein de l'Association des Sciences Po (Sciences Po Alumni).

Parallèlement à sa participation comme Ingénieur de Recherche au Programme de recherche CODEV «Entreprises et Développement des Pays Emergents» à l'ESSEC Business School (Institut IRENE), il est Doctorant en Economie à l'Université de Paris 1 Panthéon Sorbonne (Paris School of Economics) et sa thèse porte sur la Responsabilité Sociétale des multinationales pétrolières dans le Delta du Niger au Nigeria.

Il participe par ailleurs à l'animation du pôle Economie au sein de l'Institut Afrique Monde (IAM) basé à Paris.